

Concevoir la prévention avec et pour la population

Céline Gentil-Sergent,

chargée de projets et d'expertise scientifique en santé environnementale, cellule régionale Antilles, Direction des régions,

Laurence Noirot,

éditrice,

Corinne Delamaire,

chargée d'expertise scientifique en promotion de la santé,

Anne-Juliette Serry,

responsable de l'unité alimentation

et activités physiques,

Direction de la prévention

et de la promotion de la santé,

Santé publique France.

Le quatrième plan Chlordécone (2021-2027) vise à protéger la population antillaise de l'exposition à ce pesticide, utilisé en Guadeloupe et en Martinique dans les bananeraies dans les années 1970 à 1990, et qui a contaminé sur le long terme l'environnement – sols et eaux – et par voie de conséquence une grande partie des aliments produits localement. Dans ce cadre, Santé publique France est chargée d'élaborer des recommandations et des messages de prévention pour réduire l'exposition alimentaire des habitants à la chlordécone. Celle-ci a mis en place une démarche participative pour plusieurs raisons. En effet, un groupe de travail – réunissant les acteurs de Promotion santé Guadeloupe et Martinique¹, les services déconcentrés de l'État dont les agences régionales de santé (ARS), des chercheurs et une association écologiste – a identifié des freins à l'application des recommandations par la population, en particulier la défiance vis-à-vis de la parole de l'État. Plusieurs travaux ont été conduits afin de trouver les

moyens de lever ce frein. Mandaté par l'agence, le bureau d'étude *Behavioural Insights Team (BIT)*, spécialisé en sciences comportementales, a proposé à partir d'une revue de la littérature de poursuivre la démarche en se fondant sur deux modèles théoriques : le modèle de Siegrist pour identifier les déterminants de la confiance dans les messages de santé publique – notamment de choisir des messagers qui soient à la fois compétents, impartiaux et familiers [1] ; et l'échelle de participation citoyenne d'Arnstein, qui propose différents niveaux de participation citoyenne, allant de la communication « descendante » jusqu'à la co-décision [2]. L'un d'entre eux est la concertation qui implique plusieurs acteurs locaux et s'appuie sur des travaux en ateliers avec les habitants.

Une étude qualitative auprès de la population a ensuite permis d'affiner la compréhension des freins et des leviers, de tester les messages existants, d'explorer les déterminants de la confiance dans les recommandations, d'identifier des potentiels messagers de confiance et de tester le dispositif d'approche participative en s'appuyant sur la revue de littérature du BIT [3 ; 4 ; 5]. L'étude, réalisée par l'institut Kantar Public et un bureau d'études local, a reposé sur quatre réunions de groupe et 20 entretiens individuels sur chaque île. Elle montre que les messages de prévention existants sont globalement peu connus et peu convaincants, et que les participants sont fortement en attente de communication et d'explications sur des recommandations pratiques au sujet de la chlordécone. La proximité géographique, relationnelle, de destin et le niveau d'expertise des diffuseurs des messages apparaissent

L'ESSENTIEL

■ **En Guadeloupe et en Martinique, la question de l'exposition à la chlordécone demeure sensible, marquée par une rupture de confiance entre la population et les autorités. Face à ce constat, Santé publique France a initié un projet en 2020, concernant les messages de prévention sur ce pesticide, qui a abouti à une série d'ateliers participatifs tenus fin 2023. Cette démarche de co-conception a pour objectif d'adapter les recommandations aux réalités du terrain, et de faciliter leur appropriation par les habitants des Antilles.**

déterminants dans la confiance accordée aux recommandations de santé publique. Pairs, médecins, experts scientifiques et associations de consommateurs sont ainsi perçus comme des relais de diffusion privilégiés. Parmi les quatre dispositifs de co-création proposés, tous bien accueillis, celui impliquant la population et des experts scientifiques indépendants (économiquement et politiquement) a été plébiscité.

Un travail en profondeur dans les ateliers participatifs

Le processus participatif s'est concrétisé fin 2023 avec quatre ateliers de co-construction de nouveaux messages de prévention, réunissant plus de 80 participants en Guadeloupe et en Martinique. Ces derniers représentaient des âges, catégories socio-professionnelles, niveaux de diplôme et de littératie en santé diversifiés, certains venaient de territoires fortement contaminés et d'autres moins (40 % ont été sélectionnés sur panel, auprès de

Dossier

Agir pour la santé avec les citoyens

personnes ayant accepté en amont de participer à des études, et 60 % en aléatoire). Chaque atelier, conduit par des animateurs locaux, formés en approches participatives et citoyennes, comprenait quatre phases de trois heures trente : apprentissage et échange avec des experts scientifiques et de terrain ; discussion sur les freins au suivi des recommandations et priorisation de celles à retravailler ; co-construction des messages de prévention ; choix des messages à retenir.

En outre, les participants ont proposé des pistes de stratégies de communication et d'intervention. Ils ont mis l'accent sur le besoin d'améliorer les connaissances de la population sur la chlordécone, afin que celle-ci comprenne mieux les processus de contamination et qu'elle les relie explicitement aux gestes de prévention. Ils ont également révélé la nécessité d'augmenter les capacités des personnes à mettre en œuvre les recommandations, en les aidant à se projeter dans l'action, au travers d'instructions claires et pédagogiques et de visuels de type vidéo. Ont été également identifiés comme leviers de motivation pour suivre ces recommandations : l'objectif de protéger ses proches et la possibilité de consommer des produits locaux et sains. Enfin, il a paru important aux participants de communiquer en partie en créole notamment à l'oral, et d'adopter un langage plus direct, tourné vers l'action, utilisant des références et un imaginaire communs aux populations locales.

À leurs yeux, les stratégies de communication doivent s'appuyer sur des émetteurs jugés clés – personnes ordinaires, experts locaux légitimes, personnalités inspirantes ou encore médiateurs de proximité. Différents canaux de communication complémentaires et pertinents, comme la radio et les réseaux sociaux, ont intérêt à être combinés. De plus, faciliter l'adoption des messages de prévention par la population demande notamment plus de clarté sur la présence ou non de la chlordécone dans son environnement et dans son alimentation ; cela pourrait passer par une meilleure visibilité des aliments non contaminés vendus (avec par exemple l'apposition d'un label comme le macaron de pêche, déjà existant). Dans les ateliers, il

a également été souligné l'importance de poursuivre les interventions pour sensibiliser la population sur la chlordécone et de créer de nouveaux programmes, par exemple en faisant mieux connaître le programme JaFa² et ses actions, ou en formant des brigades de citoyens référents sur la chlordécone, capables de mener des actions de prévention.

Les idées des habitants valorisées

Le processus participatif a conduit à de nouvelles propositions concernant les supports de communication sur la chlordécone en Martinique et en Guadeloupe : certains ont été partiellement refondus, d'autres ont été créés. Une nouvelle étude qualitative³, associant une nouvelle fois la population des deux îles, a été lancée pour vérifier que leur contenu, leur format, le ton utilisé, etc. répondent bien aux attentes exprimées lors des ateliers. Son objectif est aussi de comparer la façon dont sont perçus les messages co-construits à partir des ateliers et les autres, ainsi que le niveau de confiance attribué à chacun. Est également testé l'intérêt potentiel d'un logo « participation citoyenne », apposé sur les supports, qui permettrait de pallier en partie la défiance vis-à-vis des institutions et de leurs logos.

En conclusion, cette démarche participative a permis d'aborder un sujet complexe et clivant, celui de la chlordécone, en mobilisant des citoyens

de Guadeloupe et de Martinique et en valorisant leurs vécus et leurs idées. Les participants ont montré un fort intérêt pour les ateliers de co-construction sur les messages de prévention, avec un espoir marqué sur les possibilités d'être acteurs au sujet de la chlordécone et de leur santé.

Les résultats des différents travaux, menés depuis 2020 par l'ensemble des parties prenantes et par la population, actent tous l'importance de combiner des mesures micro (les messages et actions de prévention) et macro (la réglementation) pour être à même de restaurer significativement la confiance dans les messages de santé publique et dans les messagers institutionnels. Toutefois, cette approche, dont les résultats sont positifs, a nécessité des moyens humains, financiers (les participants étaient rémunérés) et organisationnels conséquents. Du fait du succès qu'elle a rencontré auprès des participants, qui souhaitent sa reconduction, elle pourrait être répliquée sous un format allégé ou en s'appuyant sur des ambassadeurs de proximité, dont la création est en cours dans le quatrième plan Chlordécone. ■

1. Ex-instances régionales de prévention et de promotion de la santé (Ireps).

2. Le programme des Jardins familiaux (JaFa) vise à réduire l'exposition à la chlordécone de ceux qui consomment les produits issus de leur jardin ou de leur élevage.

3. Analyse des données en cours au moment de la rédaction de cet article.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

[1] Siegrist J. Adverse health effects of high-efforts/low-reward conditions. *Journal of Occupational Health Psychology*, 1996, vol. 1, n° 1 : p. 27-41. En ligne : <https://doi.org/10.1037/1076-8998.1.1.27>

[2] Arnstein S. A Ladder of Citizen Participation. *Journal of the American Institute of Planners*, 1969, vol. 35, n° 4 : p. 216-224. En ligne : <https://doi.org/10.1080/01944366908977225>

[3] Leask C. F., Sandlund M., Skelton D. A., Altenburg T. M., Cardon G., Chinapaw M. J. M. et al. Framework, principles and recommendations for utilizing participatory methodologies in the co-creation and evaluation of public health interventions. *Research Involvement and Engagement*, 2019, vol. 5, art. n° 2. <https://doi.org/10.1186/s40900-018-0136-9>

[4] Longworth G., Erikowa-Orighoye O., Anioto E. M., Agnello D. M., Zapata-Restrepo J. R., Masquillier C. et al. Conducting co-creation for public health in low and middle-income countries: a systematic review and key informant perspectives on implementation barriers and facilitators. *Global Health*, 2024, vol. 20, art. 9. En ligne : <https://doi.org/10.1186/s12992-024-01014-2>

[5] Delamaire C., Barrau M., McMinigal T., Escande A., Noirot L. *Déterminants et leviers de la confiance dans les messages de santé publique. Chlordécone : connaître pour agir*. Colloque scientifique international, Le Gosier, Guadeloupe, 12-14 décembre 2022. Saint-Maurice : Santé publique France, 2022. En ligne : http://portaildocumentaire.santepubliquefrance.fr/exl-php/vue-consult/spf_internet_recherche/SPF00004519